



MAIRIE DE SOULAIRE ET BOURG

MARCHÉ PUBLIC

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
N° TX_2025_01 DE DECEMBRE 2025**

**TRAVAUX D'EXTENSION ET RENOVATION ENERGETIQUE DU
GROUPE SCOLAIRE JACQUES CARTIER DE SOULAIRE ET BOURG**

SOMMAIRE

ARTICLES	INTITULÉS
ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ
ARTICLE 2	PIECES CONTRACTUELLES
ARTICLE 3	CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES
ARTICLE 4	CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION
ARTICLE 5	DELAIS D'EXECUTION
ARTICLE 6	PRIX
ARTICLE 7	RETENUE DE GARANTIE
ARTICLE 8	MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT
ARTICLE 9	AVANCE
ARTICLE 10	REGLEMENT DES COMPTES
ARTICLE 11	PÉNALITÉS - RETENUES
ARTICLE 12	CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX
ARTICLE 13	RECEPTION ET GARANTIES
ARTICLE 14	PROPRIETE INTELLECTUELLE
ARTICLE 15	OBLIGATIONS AU REGARD DU DROIT DU TRAVAIL
ARTICLE 16	CLAUSE DE REEXAMEN
ARTICLE 17	RÉSILIATION DU MARCHÉ – INTERRUPTION DES TRAVAUX
ARTICLE 18	REGLEMENT DES DIFFÉRENDS
ARTICLE 19	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'extension et la rénovation énergétique de l'Ecole Jacques Cartier.

ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous. Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales, en cas de contradiction ou différence, les pièces contractuelles prévalent selon l'ordre indiqué ci-dessous :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seule foi ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (désigné « CCAG » dans le présent document) ;
- le Plan Général de Coordination S.P.S,
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seule foi,
- le cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés de travaux dans son édition en vigueur à la date de consultation,
- l'ensemble des normes françaises et DTU dans leur édition en vigueur à la date de consultation,
- les plans et pièces graphiques,
- les diagnostics amiante,
- les rapports d'étude géotechnique,
- la charte de chantier à faibles nuisances,
- le calendrier d'exécution (prévisionnel puis détaillé conformément à l'article 28.2.3 du CCAG),
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
- le dossier technique remis par le titulaire à l'appui de son offre ainsi que ses éventuelles réponses aux demandes de précision en phase d'analyse, en tant qu'elles complètent, sans le remettre en cause, le présent contrat et uniquement pour les engagements unilatéraux du titulaire,
- le cas échéant, la lettre de notification du marché, dans la mesure où elle précise la liste des annexes à l'acte d'engagement ou les prestations supplémentaires éventuelles retenues lors de l'attribution du marché.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois précédent la date limite de réception des offres.

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le titulaire étant censé les connaître.

En dehors des dérogations expressément prévues, le CCAG est pleinement applicable dans toutes ses mentions, y compris pour les articles qui ne sont pas visés ou repris intégralement dans le présent CCAP.

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.2 du CCAG Travaux, la notification du marché comprend uniquement les pièces contractuelles signées par le représentant du maître d'ouvrage. Les autres pièces constitutives du marché, mises à disposition dans le DCE ou établies par le titulaire dans son offre, sont considérées comme ayant été conservées par le titulaire.

ARTICLE 3 : CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

3.1. PROCÉDURE DE PASSATION

La procédure de passation mise en œuvre est une procédure adaptée en application des dispositions du 1° de l'article L2123-1 et du 1° de l'article R2123-1 du Code de la commande publique.

3.2. ALLOTISSEMENT

Les prestations font l'objet d'une décomposition en lots :

N°	OBJET
1	DEMOLITION
2	GROS ŒUVRE - RAVALEMENT
3	REVETEMENTS EXTERIEURS
4	CHARPENTE BOIS – BARDAGE BOIS
5	COUVERTURE METALLIQUE
6	ETANCHEITE
7	MENUISERIES ALUMINIUM - METALLERIE
8	MENUISERIES BOIS
9	PLATRERIE – CLOISONS SECHES – FAUX PLAFONDS
10	CARRELAGE FAIENCE
11	PEINTURE REVETEMENTS SOUPLES
12	CHAUFFAGE – CLIMATISATION – VENTILATION – PLOMBERIE - SANITAIRES
13	ELECTRICITE CFO ET CFA
14	CUISINISTE
15	TERRASSEMENT – VOIRIE – ASSAINISSEMENT – RESEAUX DIVERS
16	ESPACES VERTS
17	PREAUX

3.3. CATÉGORIE ET TYPE DE MARCHÉ / TECHNIQUES PARTICULIÈRES D'ACHAT

3.3.1. CATÉGORIE DE MARCHÉ

Le présent marché est un marché de travaux.

3.3.2. TYPE DE MARCHÉ - TECHNIQUE PARTICULIÈRE D'ACHAT

Le présent marché est un marché ordinaire qui ne fait pas appel à une technique particulière d'achat.

3.4. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est passé pour une période correspondant aux délais d'exécution.

3.5. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES ET/OU ENVIRONNEMENTALES

Les spécifications techniques et/ou environnementales sont définies par référence à des normes et/ou des exigences fonctionnelles indiquées au Cahier des Clauses Techniques Particulières et dans le dossier technique du titulaire.

Les travaux doivent être conformes à la réglementation en vigueur et aux normes homologuées ou autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux, notamment celles indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

3.6. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION

3.6.1. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Les obligations environnementales sont définies, le cas échéant, dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

3.6.2. CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

Le Département de Maine-et-Loire est engagé dans une politique de lutte contre l'exclusion et le chômage. À ce titre, il utilise la commande publique aux fins de promouvoir l'insertion sociale et professionnelle des publics en difficulté.

Dans ce cadre, et en application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le présent marché impose des conditions d'exécution particulières relatives au domaine social et à l'emploi. Ces conditions

particulières prennent la forme d'une clause imposant au titulaire du marché de réserver un volume minimum d'heures à l'insertion professionnelle des publics en difficulté. Le titulaire demeure néanmoins soumis aux dispositions du code du travail et, le cas échéant, à la convention collective applicable à sa branche professionnelle. Les modalités de réalisation de la clause d'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi fait l'objet de l'annexe au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

3.6.3. MARCHÉS RÉSERVÉS

Sans objet.

3.7. LANGUE

Tous les documents ou courriers relatifs au présent marché, ainsi que, le cas échéant, les inscriptions sur les fournitures livrées ou les documents remis, doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, traduits en français si le candidat est étranger.

3.8. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

Il est fait application des dispositions de l'article 3.1 du CCAG.

En particulier, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

3.9. ORDRES DE SERVICE

Il est fait application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG rappelées ci-après.

Les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Le titulaire en accuse réception datée.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. La justification de la validation est jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre. A défaut, le titulaire n'est pas tenu de l'exécuter.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours, à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Si les observations, dûment motivées, notifiées par le titulaire visent à informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le titulaire est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse du maître d'ouvrage. En l'absence de réponse de ce dernier dans un délai de quinze jours, le titulaire n'est pas tenu d'exécuter l'ordre de service.

Les observations sont notifiées :

- au maître d'ouvrage, copie faite au maître d'œuvre, si l'ordre de service est émis par le maître d'ouvrage ;
- au maître d'œuvre, copie faite au maître d'ouvrage, si l'ordre de service est émis par le maître d'œuvre.

3.10. INTERVENANTS

3.10.1. CONDUITE D'OPERATION

La conduite d'opération est assurée par la MAIRIE DE SOULAIRE ET BOURG place de la Mairie 49460 SOULAIRE ET BOURG.

3.10.2. MAITRISE D'OEUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Architecte mandataire

THELLIER ARCHITECTURE

Parc d'activité Anger / Beaucouzé

Secteur de l'Hoirie

10, avenue Paul Prosper Guilhem

49070 BEAUCOUZE

Tél : 02.41.88.39.12

Mail : agence.angers@thellier-archi.fr Site : www.thellier-archi.fr

BET Structure**A.L.S**

6, rue des Bouleux Saint Herblon

44150 VAIR SUR LOIRE

Tél : 02 40 96 84 70

Mail : als.ancenis@gmail.com

BET Fluides**TECNIA**

152 Avenue Patton

49000 ANGERS

Tél : 02.41.54.06.92

E-mail : tecnia@tecnia-ing.fr

Bureau d'étude VRD :**PRAGMA Ingénierie**

22 rue Michael Faraday

49070 Beaucouzé

Tel : 02.41.73.20.33

Port : 07.89.27.56.07

Courriel : pragma@pragma-ing.fr

Bureau d'étude acoustique :**GANTHA Groupe Artelia**

2, impasse Claude Nougaro

44800 SAINT-HERBLAIN

Tél : 02 28 27 40 41

Mail : d.guerin@gantha.com

Cuisiniste :**SARL AXE INGENIERIE**

71, Av. des Hauts de la Chaume

86280 Saint Benoît

Tel : 05 49 55 45 25

Courriel : axeingenierie@axeingenierie.com

3.10.3. ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION (OPC)

La mission O.P.C. est assurée par la maîtrise d'œuvre.

3.10.4. CONTROLE TECHNIQUE

Le contrôle technique est assuré par :

Apave Infrastructures et Construction France**Agence Maine Anjou**

rue Charles Lacretelle - CS 27189

- 49071 BEAUCOUZE

Téléphone : 02 41 36 78 10

Mail : batiment.maine-anjou@apave.com

Interlocuteur : Mr Sid Ali RIF

Portable : 06 25 68 22 01

Mail : - sidali.rif@apave.com

pour les missions suivantes : L + LE + PS + SEI + Hand-ERP

CCAP

3.10.5. COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Cette mission de catégorie 2 est confiée, tant en phase de conception qu'en phase de réalisation, à :

Apave Infrastructures et Construction France

Agence Maine Anjou

rue Charles Lacretelle - CS 27189

- 49071 BEAUCOUZE

Téléphone : 02 41 36 78 10

Mail : batiment.maine-anjou@apave.com

Interlocuteur : Mr David Duarte

Portable : 07 60 18 26 19

Mail : - david.duarte@apave.com

Le détail de cette mission est défini dans le PGC et à l'article 12.7 du présent CCAP.

ARTICLE 4 : CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION

4.1. REPRÉSENTATION DES PARTIES

4.1.1. PERSONNES HABILITÉES A REPRÉSENTER LE MAÎTRE D'OUVRAGE

La personne habilitée à représenter le maître d'ouvrage auprès du titulaire est Le Maire de SOULAIRE ET BOURG.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

4.1.2. PERSONNE HABILITÉE A REPRÉSENTER LE TITULAIRE

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter auprès du maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

4.2. MODIFICATIONS DE LA SITUATION JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG, le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

4.3. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue

de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

4.4. MESURES DE SÉCURITÉ ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Le titulaire est tenu de respecter les mesures de sécurité et les règles d'hygiène en vigueur sur les lieux d'exécution. Si les sites concernés font l'objet de mesures de sécurité particulières, ces dernières sont indiquées au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

4.5. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des mesures organisationnelles et techniques nécessaires pour remplir ses obligations au titre de la protection des données à caractère personnel.

4.6. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément aux dispositions de l'article 6 du CCAG, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée ainsi que celles fixées par les huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Le titulaire s'engage à en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

Le titulaire peut demander au maître d'ouvrage, du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, à l'autorité compétente, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de ces obligations.

4.7. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions de l'article 7 du CCAG. Il s'engage notamment à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

4.8. REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du maître d'ouvrage, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le représentant du maître d'ouvrage, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

4.9. ASSURANCES

4.9.1. ASSURANCES DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 8.1 du CCAG, le titulaire souscrit :

- une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.
- l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L. 241-1 du code des assurances, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances. Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

Cette obligation est sans objet si les attestations fournies, le cas échéant, lors de la consultation demeurent en vigueur.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas d'assurance de responsabilité décennale obligatoire au titre de la garantie décennale, le titulaire doit justifier qu'il satisfait à cette obligation, dans les conditions prévues par les articles L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances, par la remise d'une attestation conforme aux dispositions des articles A.243-2 et suivants du code des assurances. L'attestation doit être valable à la date de l'ouverture du chantier sur lequel le titulaire intervient et pour les activités objets de son marché.

4.9.2. ASSURANCES DU MAITRE D'OUVRAGE

Par dérogation aux dispositions de l'article 8.2 du CCAG, le maître d'ouvrage informera le titulaire des assurances qu'il a contracté lui-même et qui peuvent avoir une incidence sur les assurances que le titulaire doit souscrire.

4.10. SOUS-TRAITANCE

En application du Code de la commande publique et de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions définies par le Code de la commande publique et l'article 3.6 du CCAG.

Si le titulaire sous-traite en contravention des dispositions législatives et réglementaires, il s'expose à ce que le maître d'ouvrage procède à la résiliation du marché pour faute.

ARTICLE 5 : DELAIS D'EXECUTION

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

5.1. PERIODE DE PREPARATION

La période de préparation démarre à compter de la date fixée par ordre de service.

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.1 du CCAG, la durée de la période de préparation est fixée à 8 semaines. La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si le retard est imputable au titulaire.

Les travaux peuvent démarrer avant la fin de la période de préparation sous réserve que le titulaire ait remis tous les documents préparatoires exigés et que ceux-ci aient été validés.

5.2. DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

Les dates de démarrage et délais d'exécution des travaux de chaque lot sont fixés dans le calendrier d'exécution (prévisionnel puis détaillé conformément à l'article 28.2.3 du CCAG).

Le délai prévisionnel global d'exécution de l'ensemble des travaux tous lots confondus est de 34 semaines, hors période de préparation.

5.3. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX EN CAS D'INTEMPERIES

Dans le cas d'intempéries, en vue de l'application du deuxième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG, le délai d'exécution des travaux est prolongé du nombre de jours égal à celui pendant lequel un phénomène naturel constaté contradictoirement entraîne un arrêt de travail sur le chantier (la station météorologique de référence est le Centre départemental de la météorologie - 2 rue Norbert Gerbier - 49070 Beaucouzé).

Sont considérés comme prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux.

ARTICLE 6 : PRIX

6.1. FORME DU PRIX

Le marché est traité à prix global forfaitaire sur la base du montant indiqué à l'acte d'engagement.

6.2. CONTENU DES PRIX

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.
- des sujétions que sont susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots,
- des dépenses communes de chantier.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent dans les pièces contractuelles, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

6.3. REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER

Les dispositions particulières éventuelles sont indiquées dans le CCTP et, le cas échéant, dans le Plan général de coordination SPS.

6.4. APPROVISIONNEMENTS

Il est fait application des dispositions de l'article 10.4 du CCAG.

6.5. VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (M0).

La formule applicable est la suivante :

$$P_1 = P_0 \times [0,15 + (0,85 \times (I_1 / I_0))]$$

dans laquelle :

- P1 = prix révisé,
- P0 = prix initial fixé au marché,
- I = index suivants publiés par l'INSEE :
 - Lot 1 : BT01
 - Lot 2 : BT06 + BT52+BT03
 - Lot 3 : BT52
 - Lot 4 : BT16b + BT54
 - Lot 5 : BT49
 - Lot 6 : BT37
 - Lot 7 : BT42 à BT45
 - Lot 8 : BT18
 - Lot 9 : BT08
 - Lot 10 : BT09
 - Lot 11 : BT10
 - Lot 12 : BT38 + BT41
 - Lot 13 : BT47
 - Lot 14 : MABTSO
 - Lot 15 : BT02 + BT03
 - Lot 16 : EV01 + EV03
 - Lot 17 : BT07

La valeur initiale 0 de l'indice I est celle du mois M0 (mois correspondant à la date limite de réception des offres).

La valeur finale 1 de l'indice I est celle du mois d'exécution des prestations.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

La périodicité des révisions suit la périodicité des acomptes.

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient lors du premier règlement qui suit la parution de l'index correspondant.

6.6. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)

Le taux applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur. Le montant TTC du marché est donc susceptible d'évoluer en fonction des éventuelles modifications législatives ou réglementaires des taux de TVA applicables aux prestations objet du marché.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Les prix hors taxe priment sur les prix TTC et ces derniers sont rectifiés en conséquence en cas d'erreur de calcul ou de taux de TVA.

ARTICLE 7 : RETENUE DE GARANTIE

Chaque paiement fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5% dans les conditions prévues par le Code de la commande publique. Cette sûreté s'applique sur l'intégralité des prestations objet du marché.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande, ou par une caution personnelle et solidaire.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande ou leur caution sont libérés dans les conditions prévues aux articles R.2191-35 et R.2191-42 du Code de la commande publique.

ARTICLE 8 : MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

8.1. FACTURATION ÉLECTRONIQUE

8.1.1. TRANSMISSION ET RÉCEPTION DES FACTURES SOUS FORME ÉLECTRONIQUE

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 du code de la commande publique, la demande de paiement du titulaire du marché, ou du sous-traitant admis au paiement direct, est obligatoirement transmise sous forme électronique.

La transmission des factures sous forme électronique s'effectue au moyen d'une solution mutualisée dénommée "*Portail public de facturation*" (*chorus-Pro*). Les modalités techniques selon lesquelles le dépôt, la transmission et la réception des factures sont effectués sur le portail public de facturation sont définies à l'article R.2192-3 du code de la commande publique. L'utilisation de ce portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le maître d'ouvrage accepte les factures électroniques transmises par les titulaires des marchés et les sous-traitants admis au paiement direct, sous réserve qu'elles soient transmises et présentées conformément à la réglementation en vigueur (norme de facturation électronique fixée par la décision (UE) 2017/1870 de la Commission européenne du 16 octobre 2017).

8.1.2. ADRESSE À LAQUELLE LES DEMANDES DE PAIEMENT DOIVENT ÊTRE ENVOYÉES

Les demandes de paiement sous forme électronique sont déposées sur le portail public de facturation *Chorus-Pro* (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

8.1.3. MENTIONS OBLIGATOIRES DES FACTURES

Les factures (acomptes, règlements partiels définitifs, solde) portent, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- date d'émission de la demande de paiement,
- désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- numéro du marché,
- numéro de la facture (numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture),
- numéro du bon de commande (en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande),
- numéro de l'engagement attribué par le système financier et comptable du destinataire de la facture (en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, ce numéro est précisé sur le bon de commande ; dans les autres cas, ce numéro peut être obtenu auprès du service indiqué en page 2 de l'acte d'engagement),
- désignation du payeur,
- code d'identification du service chargé du paiement (code indiqué en page 2 de l'acte d'engagement),
- quantité et dénomination des produits livrés, des prestations exécutées, des travaux réalisés,

- date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
- prix unitaire ou forfaitaire hors taxes des produits livrés, des prestations exécutées, des travaux réalisés,
- montant total HT et montant de la taxe à payer, avec répartition de ces montants par taux de TVA, ou, le cas échéant, mention du bénéfice d'une exonération,
- montant total TTC de la facture.

8.1.4. ACCEPTATION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement en faisant apparaître, le cas échéant, les avances à rembourser et les pénalités ou réfections à déduire. Si le montant arrêté par le maître d'ouvrage est différent de celui proposé dans la demande de paiement, il le notifie au titulaire.

8.2. MODE ET DÉLAI DE PAIEMENT

Le mode de paiement est le virement par mandat administratif. Les modalités de paiement du présent marché sont conformes aux dispositions du code de la commande publique, notamment ses articles L.2192-10 à L.2192-13 et R.2192-10 à R.2192-36.

Le délai de paiement du présent marché est fixé à 30 jours. Il court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage ou, si le marché le prévoit, par le maître d'œuvre ou toute autre personne habilitée à cet effet. La date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage correspond à la date de notification au maître d'ouvrage du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation.

Toutefois, lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par le maître d'ouvrage ou, le cas échéant, par le maître d'œuvre ou la personne habilitée à cet effet. À défaut, la date de la demande de paiement augmentée de deux jours fait foi. En cas de litige, il appartient au créancier d'apporter la preuve de cette date.

Si le marché prévoit une procédure de vérification de la conformité des fournitures ou prestations, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle cette conformité est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai de paiement des éventuels sous-traitants bénéficiant du paiement direct est celui applicable au titulaire. Ce délai court à compter de la date à laquelle le maître d'ouvrage a connaissance de l'acceptation expresse ou implicite par le titulaire des pièces justificatives servant de base au paiement direct.

Si la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le maître d'ouvrage. Cette interruption fait l'objet d'une notification au créancier par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au créancier qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. À compter de la date de réception de la totalité des pièces et mentions, un nouveau délai de paiement de trente jours est ouvert.

8.3. RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊT MORATOIRES ET INDEMNITÉS

Le retard de paiement est constitué lorsque les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le maître d'ouvrage à l'expiration du délai de paiement.

Le retard de paiement ouvre droit, dans les conditions prévues aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique, à des intérêts moratoires, à une indemnité forfaitaire et, le cas échéant, à une indemnisation complémentaire versés au créancier par le maître d'ouvrage.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Ils sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 9 : AVANCE

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG, il est fait application des dispositions ci-après.

En application des dispositions des articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique, l'acheteur accorde une avance au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance. Il a fait connaître sa décision à ce sujet dans l'acte d'engagement.

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande portant sur le remboursement total de l'avance. La garantie à première demande peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché, ou de la tranche affermée. Si la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est égal à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché, ou son sous-traitant admis au paiement direct, est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 15 %.

Le montant de l'avance ne peut pas être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de paiement de l'avance prend effet à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations correspondant à l'avance. Toutefois, si la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire est exigée, le délai de paiement court à compter de la réception de cette garantie ou de cette caution.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes, de règlements partiels définitifs ou de solde, quand le montant des prestations exécutées par le titulaire au titre du marché atteint 65% du montant toutes taxes comprises de celui-ci. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% de ce même montant.

ARTICLE 10 : RÈGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des comptes du marché se fait par acomptes mensuels, paiements partiels non définitifs, et un solde. Le caractère définitif des paiements n'intervient que lors du paiement du solde du marché.

Il est fait application des dispositions de l'article 12 du CCAG.

10.1. DEMANDES DE PAIEMENT MENSUELLES

Le titulaire notifie au maître d'œuvre une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées et le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

10.2. DEMANDE DE PAIEMENT FINALE

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit un projet de décompte final concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble.

Si le marché comprend des prestations de maintenance, elles sont intégrées à la demande de paiement finale. En application de l'arrêté du 16 février 2015 fixant les dépenses des collectivités territoriales, de leurs établissements publics et des établissements publics de santé pouvant être payées sans ordonnancement, sans ordonnancement préalable ou avant service fait, les prestations de maintenance de matériel peuvent être payées avant service fait.

10.3. MECANISME D'AUTO-LIQUIDATION EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, les demandes de paiement établies par le titulaire et par les sous-traitants payés directement doivent être présentées conformément à l'article 283-2 nonies du Code général des impôts, dans sa rédaction issue de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013, qui dispose que *"pour les travaux de construction, y compris ceux de réparation, de nettoyage, d'entretien, de transformation et de démolition effectués en relation avec un bien immobilier par une entreprise sous-traitante, au sens de l'article 1er de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, pour le compte d'un preneur assujetti, la taxe est acquittée par le preneur"*.

En conséquence, le sous-traitant qui réalise des travaux visés par cet article ne doit pas facturer la TVA relative à ces travaux, l'entrepreneur principal étant chargé de l'auto-liquidation de cette TVA.

10.4. REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement et, le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance indiquent les montants qui doivent être réglés respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants,
- en cas de groupement, au mandataire, à ses cotraitants et à leurs sous-traitants.

ARTICLE 11 : PÉNALITES – RETENUES

11.1. GÉNÉRALITÉS

Par dérogation aux dispositions de l'article 19.2.1 du CCAG, le marché ne prévoit pas de seuil au-dessous duquel le titulaire est exonéré des pénalités.

Par dérogation aux dispositions de l'article 19.2.2 du CCAG, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation aux dispositions des articles 19.2.4, 20.1.5, 20.2.3, 36.2.3 et 50.1.2 du CCAG, les pénalités sont appliquées sans procédure contradictoire ou mise en demeure préalable, sur simple constat du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

Les pénalités sont décomptées de la situation postérieure au constat de retard ou d'infraction.

11.2. PÉNALITÉS DE RETARD DANS LA PRÉSENTATION DES PLANS ET ÉTUDES D'EXÉCUTION

Le délai de vérification technique des plans et études d'exécution par le maître d'œuvre est fixé à 14 jours calendaires.

Les plans et études d'exécution sont présentés au maître d'œuvre pour VISA, au cours de la période de préparation de chantier et au plus tard 2 semaines avant la date prévue pour l'exécution des ouvrages.

Tout document comportant des observations, tant du maître d'œuvre que du bureau de contrôle, sera corrigé et retransmis pour accord définitif avant exécution, dans les délais prévus ci-avant.

Le montant de la retenue provisoire pour retard de présentation des plans et études d'exécution est fixé à 50 € par jour calendaire de retard et par document.

Cette pénalité s'applique à tout retard de présentation initiale d'un document ainsi qu'au retard de présentation des documents corrigés pour répondre aux observations du maître d'œuvre ou du bureau de contrôle.

Si le titulaire exécute des ouvrages sans avoir soumis au maître d'œuvre et au bureau de contrôle, les documents visés au présent article, il sera entièrement responsable des conséquences de cette omission qui peut entraîner le refus de l'ouvrage, sa démolition et sa reconstruction à ses frais.

Outre l'application des pénalités définies dans le présent CCAP, le titulaire est responsable du retard dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive de ces documents et des corrections et compléments d'études nécessités par leur mise au point.

11.3. PÉNALITÉS DE RETARD DANS L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Par dérogation aux dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG, les dispositions suivantes s'appliquent : en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité de 75 € + 1/1000^e du montant du marché du titulaire concerné, par jour calendaire de retard.

Les dispositions suivantes sont appliquées lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution des marchés de travaux.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par le maître d'œuvre ou par le pilote du chantier (OPC), sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard dans la date d'intervention prévue par le calendrier d'exécution des travaux pour tout ou partie d'ouvrages ou ensembles de prestations.

11.4. PÉNALITÉS DE RETARD DANS LA LEVÉE DES RÉSERVES

À compter de la date de réception des ouvrages, le titulaire dispose d'un délai de deux (2) semaines, pour lever l'ensemble des réserves formulées lors des Opérations Préalables à la Réception (OPR).

Passé ce délai, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard.

Le décompte des pénalités se poursuit jusqu'à la date du Procès-Verbal de constat de levée de réserves établi par le maître d'œuvre.

Si, du fait du titulaire, des constats de levées de réserves devaient être répétés (au-delà de deux rendez-vous), le titulaire encourt une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard. Cette somme est déduite de la situation définitive du titulaire en plus des pénalités, ci-dessus.

11.5. PÉNALITÉS DE RETARD OU D'ABSENCE AUX RÉUNIONS DE CHANTIER

En cas d'absence ou de retard de plus de 15 minutes à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre ou l'OPC, une pénalité de 80 € sera appliquée à tout entrepreneur dûment convoqué. Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

11.6. PÉNALITÉ POUR INFRACTIONS AUX PRESCRIPTIONS DE CHANTIER

Le titulaire s'engage à respecter les prescriptions suivantes :

Propreté du chantier

- Le dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites par le PIC est interdit ;
- Le rejet des effluents du chantier (eaux de gâchage, laitances de ciment, rejets polluants divers, etc.) sur le sol ou dans les réseaux est proscrit. Tous les effluents du chantier sont obligatoirement collectés dans des bacs de rétention ;
- L'usage du bac décanteur prévu pour le nettoyage et le décrottage des engins avant sortie du chantier est obligatoire ;
- Chaque entreprise est responsable pour sa part de la collecte et l'évacuation quotidienne des déchets et gravois produits par son chantier.

Protection des ouvrages

Chaque entreprise est responsable pour sa part :

- De la protection efficace de ses ouvrages jusqu'à leur réception par le maître d'ouvrage ;
- De la protection efficace des ouvrages existants ou réalisés par les autres corps d'état, situés à proximité immédiate de son chantier et sur le chemin d'accès à celui-ci ;
- De l'entretien régulier de ces protections ;
- Du retrait et de l'évacuation de ces protections, en fin de chantier.

Dans le cas où les prescriptions ci-dessus ne seraient pas respectées, il sera fait application d'une pénalité de 100 € par infraction et par jour calendaire d'infraction.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par le maître d'œuvre, par le pilote du chantier (OPC) ou par le coordonnateur SPS, sans mise en demeure préalable.

En outre, indépendamment des pénalités appliquées, passé un délai de 24h après le constat d'infraction, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire procéder, aux frais et risques de l'entreprise, au nettoyage du chantier par une entreprise tierce.

11.7. PÉNALITÉ POUR INFRACTIONS AUX PRESCRIPTIONS SPS

Le Plan Général de Coordination (PGC) définit les règles de Sécurité, de Protection et de Santé (SPS) applicables au chantier et à l'ensemble des intervenants du chantier.

Avant sa première intervention sur le chantier, le titulaire du marché de travaux, comme chacun de ses sous-traitants, doit soumettre à l'accord préalable du Coordonnateur SPS, son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS). Ce document décrit précisément les mesures de prévention prises par l'entreprise pour assurer la sécurité des opérateurs et les bonnes conditions de vie et d'hygiène sur le chantier.

Avant sa première intervention sur le chantier, le titulaire du marché de travaux, comme chacun de ses sous-traitants, doit prendre rendez-vous pour effectuer une visite d'inspection commune avec le C-SPS.

Dans le cas où les prescriptions ci-dessus, les prescriptions du PGC et du PPSPS ou les prescriptions faites par le Coordonnateur SPS sur le chantier ne seraient pas observées, il sera fait application d'une pénalité de 100 € par infraction et par jour calendaire d'infraction.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par le maître d'œuvre, par le Pilote du chantier (OPC) ou par le Coordonnateur SPS, sans mise en demeure préalable.

11.8. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

En cas de non-respect des obligations environnementales prévues au marché, le titulaire se voit appliquer, pour chaque manquement, une pénalité forfaitaire dont le montant est fixé à 500 €.

11.9. PÉNALITÉS EN CAS D'ABSENCE DE PRODUCTION DES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES AU CONTRÔLE ET AU SUIVI DE DÉCHETS DE CHANTIER

En cas d'absence de production des éléments nécessaires au contrôle et au suivi de déchets de chantier, le titulaire se voit appliquer, pour chaque élément manquant, une pénalité forfaitaire dont le montant est fixé à 100 €.

11.10. PÉNALITÉS POUR MÉCONNAISSANCE DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE À LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

En cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le titulaire se voit appliquer, pour chaque manquement, une pénalité forfaitaire dont le montant est fixé à 500 €.

ARTICLE 12 : CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX

12.1. LIEUX D'EXECUTION

Les lieux d'exécution sont définis dans l'objet du marché ou dans les pièces techniques et graphiques.

12.2. DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRODUITS ET MATERIAUX

Il est fait application des dispositions des articles 21 à 26 du CCAG.

12.3. IMPLANTATION DES OUVRAGES

Par dérogation à l'article 27 du CCAG, les dispositions particulières éventuelles du CCTP s'appliquent.

12.4. PREPARATION DES TRAVAUX

Pendant la période de préparation, préalablement à tout démarrage des travaux, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

- établissement des documents exigés par le Cahier des Clauses Techniques Particulières,

- établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants).

Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S. dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

12.5. REGISTRE DE CHANTIER

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, il n'est pas prévu la tenue d'un registre de chantier.

12.6. ETUDES D'EXÉCUTION

Il est fait application des dispositions de l'article 29 du CCAG.

12.7. SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER

Si les travaux impliquent l'intervention d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (coordonnateur SPS), les dispositions ci-après s'appliquent.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS).

12.8. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, la liste des documents à fournir après exécution et les modalités de remise applicables sont définies dans le CCTP.

Le cas échéant, un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

ARTICLE 13 : RECEPTION ET GARANTIES

13.1. RECEPTION

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG :

- la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux de l'opération ou de la partie d'ouvrage considérée, tous lots confondus ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;
- le titulaire du lot n°2 avise le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle l'ensemble des travaux de l'opération ou de la partie d'ouvrage considérée est ou sera considéré comme achevé : le maître d'œuvre aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé.

Postérieurement à cette action, la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG.

13.2. MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGE

Il est fait application, le cas échéant, des dispositions de l'article 43 du CCAG.

13.3. GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Postérieurement à la réception, le titulaire est tenu, pendant le délai de garantie, de remédier aux désordres signalés par le maître d'ouvrage par voie de notification écrite. Le délai d'exécution des travaux de réparation est fixé par le maître d'ouvrage ou, à défaut, est de deux mois à compter de la date de notification des désordres à l'entreprise. En cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques de l'entreprise défaillante.

13.4. GARANTIES PARTICULIERES

Les éventuelles garanties particulières applicables sont définies dans le CCTP.

ARTICLE 14 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Si le marché comprend des prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, il est fait application des dispositions des articles 45 à 48 du CCAG.

ARTICLE 15 : OBLIGATIONS AU REGARD DU DROIT DU TRAVAIL

15.1. DISPOSITIF DE VIGILANCE - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Si le marché a une durée d'exécution supérieure à six mois, le titulaire s'engage à transmettre au maître d'ouvrage, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues à l'article D.8222-5 du code du travail :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois,
- lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis),
 - une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers.

Si le titulaire est établi à l'étranger, il s'engage à transmettre, selon les mêmes modalités, les pièces prévues aux articles D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par le maître d'ouvrage à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>. À défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire dans les conditions prévues à l'article "résiliation" ci-après.

15.2. OBLIGATIONS DES PARTIES EN CAS DE MANQUEMENTS À LA RÉGLEMENTATION

En application des dispositions de l'article L.8222-6 du code du travail, le maître d'ouvrage, informé par écrit par les services de contrôle compétents de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser sans délai cette situation.

Le titulaire ainsi mis en demeure doit apporter au maître d'ouvrage, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le maître d'ouvrage peut résilier le marché sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le maître d'ouvrage informe le service auteur du signalement des suites données par le titulaire du marché à son injonction.

À défaut de respecter les obligations qui lui incombent, ou, en cas de poursuite du marché, si la preuve de la fin de la situation délictuelle ne lui a pas été apportée dans un délai de six mois suivant la mise en demeure, le maître d'ouvrage est tenu solidairement avec le titulaire du marché au paiement des sommes mentionnées aux 1° à 3° de l'article L. 8222-2, dans les conditions fixées à l'article L. 8222-3.

ARTICLE 16 : CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

ARTICLE 17 : RÉSILIATION DU MARCHÉ – INTERRUPTION DES TRAVAUX

Il est fait application des dispositions des articles 49 à 53 du CCAG.

Si le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 2%.

ARTICLE 18 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Pour le règlement des différends entre les parties, il est fait application des dispositions de l'article 55 du CCAG.

En cas de litige en cours d'exécution du marché, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents. Le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le maître d'ouvrage (tribunal administratif de Nantes).

ARTICLE 19 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent CCAP déroge aux documents généraux dans les conditions suivantes :

ARTICLES DU CCAP PORTANT DÉROGATION	ARTICLES DU CCAG AUXQUELS IL EST DÉROGÉ	OBJET DE LA DÉROGATION
article 2	article 4.1	Pièces contractuelles
article 2	article 4.2	Pièces notifiées
article 4.9.2	article 8.2	Assurance
article 5.1	article 28.1.1	Période de préparation
article 9	article 10.1	Avance
article 11.1	articles 19, 20.1.5, 20.2.3, 36.2.3, 50.1.2	Pénalités
article 12.3	article 27	Implantation des ouvrages
article 12.5	article 28.5	Registre de chantier
article 13.1	articles 41.1, 41.2 et 41.3	Réception

ANNEXE AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

1. VOLUME D'HEURES RESERVÉES A L'INSERTION

Le titulaire est tenu de réserver à l'action d'insertion les volumes d'heures de travail ci-dessous :

N°	OBJET DU LOT	NOMBRE D'HEURES D'INSERTION
1	DEMOLITION	80 heures
2	GROS ŒUVRE - RAVALEMENT	150 heures
3	REVETEMENTS EXTERIEURS	/
4	CHARPENTE BOIS – BARDAGE BOIS	/
5	COUVERTURE METALLIQUE	/
6	ETANCHEITE	/
7	MENUISERIES ALUMINIUM - METALLERIE	/
8	MENUISERIES BOIS	/
9	PLATRERIE – CLOISONS SECHES – FAUX PLAFONDS	105 heures
10	CARRELAGE FAIENCE	/
11	PEINTURE REVETEMENTS SOUPLES	105 heures
12	CHAUFFAGE – CLIMATISATION – VENTILATION – PLOMBERIE - SANITAIRES	/
13	ELECTRICITE CFO ET CFA	/
14	CUISINISTE	/
15	TERRASSEMENT – VOIRIE – ASSAINISSEMENT – RESEAUX DIVERS	/
16	ESPACES VERTS	100 heures
17	PREAUX	

Les volumes d'heures indiqués constituent des minimums obligatoires. Le titulaire est toutefois engagé par le volume d'heures éventuellement proposé dans son offre, si ce volume d'heures est supérieur au minimum obligatoire.

2. OBJET DE LA PRESTATION D'INSERTION

La prestation d'insertion doit permettre aux bénéficiaires d'acquérir, dans le cadre d'un parcours d'insertion, une formation et/ou une expérience professionnelle susceptibles de leur permettre un accès ou un retour pérenne à l'emploi.

3. PUBLICS ELIGIBLES

Le titulaire du marché peut confier la réalisation des heures d'insertion à une ou des personnes relevant des catégories listées ci-dessous :

A- Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

a) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;

b) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :

- mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI),
- salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;

c) personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;

d) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;

e) personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;

f) personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

B- Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

a) demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;

b) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;

c) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;

d) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;

e) jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :

- sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;

- diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;

f) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ; et rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi

g) jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;

h) habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville et rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi

i) personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;

j) personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

4. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION D'INSERTION

L'ensemble des actions mises en œuvre doit intervenir durant la période d'exécution du marché.

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;

- par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;

- par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion. Cette mission peut également être confiée, le cas échéant, à un facilitateur identifié dans les documents particuliers du marché.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

Si une partie des prestations est sous-traitée, le titulaire du marché s'engage à faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant si celui-ci est concerné. En tant qu'entreprise principale, il reste responsable de l'exécution du marché.

5. GLOBALISATION DES HEURES D'INSERTION

Par dérogation aux dispositions du CCAG, la globalisation des heures d'insertion avec un autre marché peut être sollicitée par le titulaire uniquement s'il justifie de difficultés à assurer son engagement en employant du personnel spécifiquement dédié au présent marché.

En tout état de cause, l'acceptation de la globalisation des heures d'insertion relève de la maîtrise d'ouvrage, sur proposition du facilitateur.

6. MODALITÉS DE SUIVI ET DE CONTRÔLE DE L'ACTION D'INSERTION

Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage.

Le facilitateur procède au suivi de l'action d'insertion et vérifie le respect des engagements contractuels du titulaire.

En cours d'exécution du marché, le titulaire s'engage à transmettre au facilitateur, à sa demande, et dans les délais prescrits, les justificatifs :

- de la mise en œuvre de la clause (contrats de travail, convention de mise à disposition de salariés, justificatifs d'éligibilité...) ;
- du déroulement de la formation, du tutorat... (nombre d'heures de travail effectuées, période d'application de la clause...).

Le titulaire transmet au maître d'ouvrage, et le cas échéant au facilitateur, dès lors que le maître d'ouvrage lui a communiqué les coordonnées du facilitateur, tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale.

Dans un délai de deux semaines à compter de la date d'achèvement des prestations, le titulaire s'engage à transmettre au facilitateur, la fiche bilan que ce dernier lui aura préalablement remis, comportant notamment :

- le volume d'heures réalisées ;
- un compte-rendu de l'action d'insertion (acquisition de compétences, de savoir-faire...) ;
- les perspectives envisagées pour les bénéficiaires (pérennisation de l'emploi, orientations à envisager, capacités à accéder à un emploi durable...).

Si l'action d'insertion a été réalisée conformément aux engagements contractuels, le facilitateur délivre au titulaire une attestation de conformité.

7. SUSPENSION OU ADAPTATION DE LA CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

Le titulaire notifie au maître d'ouvrage et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DEETS ou au juge.

8. PÉNALITÉS

Par dérogation aux dispositions du CCAG, les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.

En cas de non-exécution du nombre d'heures d'insertion prévu au marché, le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire de 30 € par heure non exécutée.

En cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale, le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire dont le montant est fixé à 200 €.

En cas de non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle (notamment justificatifs d'éligibilité des publics et justificatifs des missions confiées et heures réalisées), le titulaire se voit appliquer, pour chaque manquement une pénalité forfaitaire dont le montant est fixé à 200 €.

9. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

La présente annexe déroge aux documents généraux dans les conditions suivantes :

ARTICLES DE L'ANNEXE PORTANT DÉROGATION	ARTICLES DU CCAG AUXQUELS IL EST DÉROGÉ	OBJET DE LA DÉROGATION
article 5	article 20.1.3	Globalisation des heures d'insertion
article 9	article 20.1.5	Pénalités